

Paris, le 16/02/2006

Le travail : aliénation ou libération de l'être humain ?

« Travaillons... Travaillons... Et vive le travail ! ». Voilà l'appel du gouvernement et de tous les partis politiques de Gauche et de Droite qui exercent leur rhétorique sur le Contrat Première Embauche. Voilà quel destin ils réservent aux jeunes : une existence laborieuse, dont le sens est de travailler pour servir des intérêts avant tout économiques.

Aujourd'hui, le travail est une absence de vie avec des conditions de travail dégradantes.

Les partis politiques optent pour une existence routinière, sans direction réelle, prise quotidiennement entre les pressions sur les lieux de travail (la médecine du travail constate la dégradation accélérée des conditions de vie...) et le stress lorsqu'il faut chercher le moyen de boucler ses fins de mois, les minima étant de plus en plus réduits.

Le gouvernement veut faire passer en force le CPE renforçant ainsi la précarité et le recul social.

La Fédération Française des Banques soutient le gouvernement De Villepin en affirmant que les banques considéreront une personne en CPE de la même manière que celle en CDI. Elles faciliteraient donc le crédit et l'emprunt à des salariés précaires qui prendront le risque de s'aliéner encore plus en hypothéquant leur futur.

Ce CPE est un mensonge et une manipulation. Cette loi légalise le « testing », veut faire porter la responsabilité des violences économiques aux parents, augmente les pouvoirs municipaux de la police, crée un service civil pour les quartiers. Avec le CPE, la période de consolidation de deux ans échappe aux conventions classiques du droit du travail.

Le Parti Humaniste dénonce cette vision utilitariste de l'être humain.

Nous ne voulons pas de cette vision passéiste de la société qui valorise le travail avec comme seul sens celui de servir les intérêts de quelques privilégiés.

A gauche comme à droite, nos politiques développent une attitude conservatrice, niant ainsi l'intention de ceux qui nous ont précédés et ont agi pour que l'avancée technique libère l'être humain du travail.

Nous ne voulons pas de leur hypocrisie : celle de la gauche parlementaire qui, l'après-midi manifeste au côté des jeunes et des syndicats et le soir déserte les bancs de l'assemblée laissant le champ libre aux défenseurs du CPE ; celle de la droite gouvernementale et parlementaire qui, sous couvert d'une loi nommée « égalité des chances » vend la nation et ses habitants aux multinationales.

En tant qu'être humain nous avons le droit de vivre dignement avec ou sans travail.

Nous voulons une société qui valorise l'action vers les autres, qui privilégie le temps choisi, la créativité, la sensibilité, le développement d'espaces de rencontres, une société qui place le travail dans sa dimension de projet commun au service de tous les citoyens, une société dans laquelle l'être humain est la priorité.

Cette société se doit d'assurer des structures pour encourager le temps choisi et une existence digne pour chacun. Elle doit donner les moyens à tous de vivre avec ou sans travail.

En ce sens, le Parti Humaniste exige un véritable débat parlementaire sur :

- La Création d'un Revenu Minimum d'Existence permettant à tous de vivre avec ou sans travail,
- La Création d'une loi de Propriété Participative des Travailleurs qui permettent aux travailleurs de participer à la gestion et à la direction de l'entreprise.
- Le droit à la formation tout au long de la vie dans un souci de bien-être et d'épanouissement de la personne



Alain Ducq
Président du Parti Humaniste